

Projets Co-Create 2016

Vue d'ensemble des projets financés

Acronyme	Titre	Partenaires
SAULE	Symbiose Agriculture Urbaine Logement Ecosystème	ERU asbl
		Ferme du Chant des Cailles (FCC) asbl
		Agence Alter asbl
		UCL
BrusSEau	Bruxelles, sensible à l'eau	Les Etats Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB)
		ULB-LIEU (Laboratoire interdisciplinaire en Etudes urbaines) – ULB (MSH)
		VUB-HYDR(Vakgroep Hydrologie en Waterbouwkunde)
		ULB-HABITER,
		LATITUDE Platform asbl
		Arkipel
PHOSPHORE	Opération Phosphore : du déchet à l'engrais	Eco Technic
		Bruxelles Propreté
		WORMS asbl
		Bruxelles Environnement
		Administration communale de Schaerbeek
		Refresh (Refresh-XL)
		ROOTS
		ULB, Faculté d'Architecture La Cambre - Horta
ReReB	Resilient Retail for Brussels	Centre de recherche LoUISe
		Centre d'écologie urbaine asbl
		ULB-IGEAT
VILCO	La ville collaborative - De la gouvernance pour... à la gouvernance avec les citoyens	Atrium.Brussels
		Groupe One asbl
		Bruxelles Environnement
		21 Solutions
		Fondation pour les Générations Futures
		Strategic design scenarios
		AVCB - Association de la ville et des communes de la RBC
		Asbl Oxy 15 « Mon quartier, ma vie »
		1000 Bruxelles en Transition
		Coin du Balai en Transition
		Etterbeek en Transition
		Quartier durable Logis Floréal
		Quartier Durable Saint Job
		Berchem Local Et Durable – BLED
Commune d'Etterbeek		
Commune de WatermaelBoitsfort		
WIM	WeCycle In Molenbeek (Upcycling local de matériaux bois à Molenbeek)	SENSIFORM
		ECORES
		Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean
		ULB-BATir
		UCL-Anthropologie prospective
OUE!	Co-crérer des outils d'échanges citoyens pour une résilience urbaine en RBC	Réseau financé
		ULB-Center for European Research in Microfinance (CERMi)
CITIZENDEV	Poser avec les citoyens les conditions d'un renouveau urbain	BRAL vzw
		CLTB asbl-vzw
		EVA vzw

	basé sur leurs capacités. Penser, s'inspirer et tester.	Université Saint-Louis – Centre de Recherche en Sciences Politiques et Centre d'Etudes Sociologiques Université Libre de Bruxelles - Centre de Laboratoires associés de Recherche en Architecture
POTA (ex-OTBRUX)	« Les projets d'occupations temporaires autogérées comme une des solutions pragmatiques à la crise du logement en région bruxelloise »	Fédération Bruxelloise de l'Union pour le Logement (FÉBUL) Woeningen 123 Logements
SWOT-mobiel	Solidair Wonen voor Thuislozen: naar een Mobiel Model in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH) Faculteit Architectuur, Campus Sint-Lucas Brussel, (KU Leuven) (het vroegere Sint Lucas Architectuur, Brussel) CAW (Centrum Algemeen welzijn) Brussel Samenlevingsopbouw Brussel

Fiches des projets financés

2016-COC-1 SAULE : Symbiose Agriculture Urbaine Logement Ecosystème

Consortium

Nom de l'organisation
Ferme du Chant des Cailles (FCC) asbl
ERU asbl
Agence Alter asbl
UCL

Résumé du Projet:

Depuis 2012 une dynamique citoyenne est née autour d'un projet d'agriculture urbaine et d'alimentation durable, participative et écologique à la Ferme du Chant des Cailles à Watermael/Boitsfort. Sur ce terrain de quelques 2,5 à 3ha, classé dans l'ensemble des cités/jardin Le Logis et Floréal aux Monuments et Sites, cohabitent différents projets à vocation professionnelle (élevage de brebis, maraîchage et production de plantes médicinales et aromatiques) et citoyenne (jardins collectifs gérés par des habitants).

Une convention d'occupation précaire lie l'asbl la FCC au Logis, propriétaire du terrain et coopérative de logements sociaux.

Un futur projet d'aménagement de 70 à 80 logements est en effet prévu sur une partie du site (1/3 selon les recommandations de la Commune). Si l'on ajoute à cela les 25 à 35 logements moyens qui seront développés par la commune de Watermael/Boitsfort sur le terrain voisin (Cailles), ce sont entre 200 à 300 nouveaux habitants qui arriveront sur le site dans les prochaines années. Si la possibilité d'une cohabitation entre projet agricole et projet d'aménagement a déjà été évoquée par les aménageurs, les modalités de cette cohabitation aussi bien d'un point de vue urbanistique, paysager que social sont à construire. Différentes expériences bruxelloises (Tanneurs, Ernotte, etc.) ces dernières années ont tendu à systématiser une opposition entre projet agricole et projet d'aménagement urbain. Et l'on peut s'interroger légitimement sur les conditions d'une cohabitation harmonieuse entre les deux fonctions (habitat et agriculture) dans le cas du Chant des Cailles. NB : par 'habitat', nous entendons ici le logement mais aussi l'ensemble des fonctions qui lui sont liées (équipements éventuels, etc.). Il s'agit donc bien d'un équilibre à trouver entre espace bâti et espace non construit (jardins, culture, etc.).

Le projet souhaite évaluer l'hypothèse qu'il est possible de dépasser cette opposition et que le projet agricole et projet urbain peuvent s'intégrer et nourrir une relation symbiotique, au sens d'une association intime, durable et à bénéfice mutuel entre deux organismes appartenant à des espèces différentes. L'enjeu de la recherche est de montrer comment les questions de l'agriculture urbaine et de l'alimentation durable, telles que le projet de la FCC y répond, peuvent contribuer à renforcer la relation symbiotique entre l'habitat et l'agriculture et de fait à renforcer la résilience de l'écosystème urbain.

2016-COC-2 WIM: WeCycle In Molenbeek (Upcycling local de matériaux bois à Molenbeek)

Consortium

Nom de l'organisation
Energies et Ressources SENSIFORM
ECORES
Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean
ULB-BATir
UCL-Anthropologie prospective

Résumé du Projet:

Le projet WIM a été élaboré sur base de plusieurs constats.

Le premier constat met en avant la nécessité d'améliorer à plusieurs niveaux d'échelle (quartier, communal, régional) la gestion des déchets (qui pourrait devenir des ressources secondaires) depuis sa collecte jusqu'à sa revalorisation finale éventuelle. En effet, en fin de vie, le matériau bois en provenance des ménages (meubles principalement) est bien souvent considéré comme un « encombrant » et un déchet qu'il faut évacuer, fraction pour laquelle l'incinération est aujourd'hui la seule solution utilisée. A ce jour, un projet pilote similaire a déjà été effectué par la Commune de Molenbeek en partenariat avec Atelier Groot Eiland vzw, opérateur local d'économie sociale dans le cadre de l'Agenda 21. Ce projet s'est cependant focalisé principalement sur une fraction très réduite du flux de bois disponible (palettes, chevrons...) et n'a pas atteint l'objectif de travailler à partir d'une collecte systématique des matériaux bois existants sur le territoire (meubles abandonnés, panneaux de bois...). Par ailleurs, ce projet pilote n'avait pas questionné et pris appui sur les besoins locaux des habitants tel que le projet WIM se propose de le faire.

Le deuxième constat relève qu'une partie significative des ménages du territoire visé (quartier Heyvaert, Molenbeek « historique ») a adhéré que de manière partielle aux modalités de collecte centralisées proposées par les structures gestionnaires (commune ou Agence Bruxelles Propreté). Ces modalités de collecte sont basées sur une logique « top-down » centrée sur une vision industrielle prévalant aux choix organisationnels qui fait reposer sur les ménages (entre-autre) la production de flux de déchets déterminés (avec les subtilités que cela implique en pratique). Le troisième constat est la perte du lien des ménages quant au devenir de leurs déchets une fois que ceux-ci se retrouvent en dehors de la sphère domestique mais aussi à leur approvisionnement de ressources. Historiquement, des systèmes de collecte et de réemploi locaux existaient pour certaines catégories de matériaux et faisait circuler ceux-ci au bénéfice de l'économie locale. Aujourd'hui, les logiques centralisées de gestion des déchets concourent à éloigner d'autant plus les ménages de l'intérêt pour les possibilités de valorisation que permettent les déchets-ressources et de leur potentielle valeur économique et technique à l'échelle locale.

Enfin, au sein de la commune de Molenbeek, il existe des disparités et fractures sociales importantes auxquelles des réponses locales doivent être apportées. En effet, le profil sociodémographique du quartier Heyvaerts présente les caractéristiques marquantes d'une zone fragilisée : 20% de chômage en plus de la moyenne régionale chez les jeunes, 60m² de logement/hab. comparé à 74m²/hab. en moyenne pour la région. A noter également une activité économique (garages vente/réparation) qui monopolise l'habitat et dont la cohabitation avec les habitants est problématique et un caractère décentré dans une ancienne zone industrielle générant un cadre de vie peu épanouissant et nécessitant de nouvelles dynamiques d'inclusion sociale ainsi qu'une potentielle gentrification par le redéploiement immobilier et enfin une lassitude des riverains quant à la récurrence des problèmes de nuisances.

Sur base de ces constats, le projet WIM vise à développer une réponse intégrée, multi-acteurs et émanant d'acteurs locaux (citoyens, opérateur social, opérateur technique, commune, associations, universités) par la co-création de pratiques alternatives dans la gestion des déchets de bois (matériau bois ci-après). L'approche s'attache à partir des utilisateurs/usagers dans une logique bottom-up en complémentarité aux projets similaires déjà initiés et créatrices de bénéfices sociétaux (environnementaux, économiques, sociaux, communautaires). Par ailleurs, WIM propose de répondre aux besoins spécifiques locaux non seulement en tenant compte, intégrant et répondant aux enjeux sociétaux économiques et sociétaux, mais aussi en s'ancrant au territoire local à travers le contrat de quartier durable (quartier Heyvarts).

2016-COC-3 OUE !: Co-créer des outils d'échanges citoyens pour une résilience urbaine en RBC

Consortium

Nom de l'organisation
Réseau FINANCITÉ
Université Libre de Bruxelles, Center for European Research in Microfinance (CERMI)

Résumé du Projet:

L'absence de diversité monétaire est quasi-totale dans le contexte bruxellois actuel puisqu'il est fait usage quasi-exclusivement de l'euro pour dénouer les échanges entre les citoyens. Or cette absence de diversité monétaire à Bruxelles peut avoir pour effet de décourager de nombreuses initiatives économiques portées par des citoyens. Ces initiatives citoyennes proposent des réponses novatrices pour pallier les besoins sociaux qui restent insuffisamment satisfaits par les entreprises à but lucratif et par l' tat.¹ Face à cette situation, la monnaie citoyenne est un outil par excellence pour mettre en réseau ces initiatives locales et renforcer les circuits courts. Elle peut viser des objectifs très variés, mais dans l'ensemble rattachés à la satisfaction de besoins liés à la santé, la société, la culture, l'éducation, le tourisme, l'alimentation, l'économie sociale et locale, l'environnement, le commerce de proximité, l'artisanat, etc.

Au cours de la phase préparatoire, des ateliers participatifs ont été organisés les 15 juin et 13 juillet. Une cinquantaine de personnes se sont rencontrées le 15 juin. Toute une série de propositions et réflexions ont émergé lors de cette réunion. Un compte-rendu en a été réalisé et distribué. Le 13 juillet, ce document a été présenté et discuté, complété et validé. Sur cette base, les participants ont structuré le projet. Les enjeux de recherche soulevés à ces occasions sont les suivants :

- Quel changement d'ordre psychologique la création d'une monnaie entraîne-t-elle?
- Comment créer des cycles de monnaies où la circulation fonctionne (dynamique des systèmes, toucher une masse critique importante) ?
- Comment articuler besoin social et monnaie ?
- La couverture doit-elle être exhaustive ou partielle pour chaque besoin ?
- Quels mécanismes de gouvernance ?
- Quel lien avec la monnaie nationale ?

Toujours dans une démarche collective impliquant la participation des citoyens, ainsi que des partenaires et des initiatives citoyennes, les objectifs du projet sont les suivants :

-  valuer les besoins d'échanges en circuits courts (volume, nature, ...) et la manière dont ceux-ci sont rencontrés par la monnaie officielle ;
- déterminer les possibilités et l'opportunité de diversifier et d'accroître ces échanges en circuits courts grâce à une ou des monnaies citoyennes ;
- définir le cadre et les modalités de fonctionnement d'une ou de plusieurs monnaies citoyennes ainsi que les conditions de son développement et de sa pérennisation.

1

S. Mertens, « *De l'initiative citoyenne à l'entreprise d'économie sociale* », Contribution à l'ouvrage *Initiatives citoyennes, l'économie sociale de demain ?*, SAW-B, 2010.

La valeur sociale, économique et environnementale ajoutée de ces objectifs consiste à améliorer la couverture des besoins sociaux/sociétaux identifiés grâce au développement d'une ou plusieurs monnaie(s) citoyenne(s) qui accroisse(nt) l'effet des nombreuses initiatives économiques portées par des citoyens pour satisfaire ces besoins.

2016-COC-5 PHOSPHORE: Opération Phosphore: du déchet à l'engrais

Consortium

Nom de l'organisation
Centre d'écologie urbaine asbl (CEU)
WORMS asbl (WORMS)
Université libre de Bruxelles, Faculté d'Architecture La Cambre – Horta Centre de recherche LoUISe (ULB)
Bruxelles Propreté - Agence Régionale pour la Propreté (ABP)
Bruxelles Environnement
Administration communale de Schaerbeek (Service Espaces Verts et DD) (Schaerbeek)
Refresh (Refresh-XL)
La Ruche qui dit oui Etterbeek (La Ruche)

Résumé du Projet:

Contexte

Actuellement, les déchets organiques représentent environ 50% du poids total moyen d'un sac blanc bruxellois. Chaque année, environ 200 000 tonnes de déchets organiques (déchets de jardin et déchets alimentaires) sont collectées et traitées en Région de Bruxelles-Capitale (RBC) via l'Agence Bruxelles-Propreté (ABP) principalement. Ces déchets sont en grande partie valorisés en énergie par incinération et production d'électricité, alors qu'une faible partie des déchets alimentaires est valorisée par biométhanisation et dans les stations de composts individuels ou collectifs.

Il en va de même des bio-déchets (déchets organiques d'origine alimentaire) provenant soit de la chaîne de distribution à Bruxelles (grossistes, détaillants, grandes surfaces, marchés), soit de la restauration (cantines, restaurants) dont on estime le tonnage à plus de 40.000 tonnes par an. Les déchets organiques issus de la nature à Bruxelles (jardins privés ou appartenant à des entreprises, des pouvoirs publics, des organismes non commerciaux, des parcs, des espaces verts, ...) sont principalement compostés (compostage décentralisé, centre de Bruxelles-Compost sur le site du Bempt à Forest et sur le site de compostage de Grimbergen). En raison d'un certain nombre d'enjeux et de dynamiques (voir infra), ce système va subir une transformation profonde dans les prochaines années. L'Opération Phosphore est une opportunité unique de fournir un cadre constructif, créatif et inclusif à la réflexion portant sur les différents choix que la Région bruxelloise prend en ce domaine. Il s'agit notamment de la première tentative d'envergure consistant à impliquer les usagers dans la transformation du système de gestion des déchets organiques.

Objectifs visés

1. L'objectif principal

L'Opération Phosphore consiste à élaborer, débattre et expérimenter collectivement des pistes argumentées de solutions pour la transformation puis la mise en place d'un système de gestion (collecte, rassemblement, valorisation) des matières organiques disponibles en RBC qui soit résilient, circulaire et qui fasse sens pour tous les bruxellois en ce compris ceux qui en sont actuellement exclus.

2. Les objectifs intermédiaires sont

2. 1. La constitution des LL destinés à expérimenter diverses configurations de gestion écologique innovante des matières organiques de manière décentralisée.

2. 2. La co-création de scénarios de transformation portant sur les dix prochaines années tenant compte du contexte stratégique et politique existant relatif aux déchets organiques et aux énergies renouvelables (Directives européennes, Burden sharing, Feuilles de routes internes ministérielles, PREC, Good Food etc.).

2. 3. La diffusion des innovations sociales et techniques identifiées tout au long des trois années de RAP et tenant compte des leviers et freins identifiés au travers des LL.

2. 4. La définition des conditions de la transformation effective du système régional dans son ensemble et des sous-systèmes analysés (LL) dans le sens d'une gestion harmonisée entre une approche bottom up, circulaire et décentralisée des matières organiques et une approche centralisée.

2016-COC-7 CITIZENDEV: Poser avec les citoyens les conditions d'un renouveau urbain basé sur leurs capacités. Penser, s'inspirer et tester.

Consortium

Nom de l'organisation
BRAL
Community Land Trust Bruxelles (CLTB)
Emancipatie via arbeid (EVA)
Université Saint-Louis - Bruxelles
Université libre de Bruxelles

Résumé du Projet:

CitizenDev entend participer à la résilience du système socio-politique urbain bruxellois qui est confronté à : un démantèlement structurel du salariat, un ébranlement du rapport au politique, des dénis de reconnaissance culturelle, la difficulté de certains habitants à être acteurs de leur cadre de vie, et des processus de désaffiliation sociale et psycho-affective touchant une partie croissante de la population.

Le projet CitizenDev a pour objectif d'expérimenter une nouvelle forme de développement urbain, basée sur les capacités citoyennes, l'émergence et le renforcement d'initiatives locales, leur mise en réseau et leur articulation avec d'autres échelles et acteurs. Cette approche vise à favoriser les interactions positives entre les personnes et les groupes, à augmenter leur capital social, à renforcer les solidarités horizontales et à impulser ou consolider des communautés urbaines dans leur capacité à construire leur bien-être et des solutions pour les défis auxquels elles sont confrontées. Enfin, le projet se propose de travailler le croisement de deux types de résilience, socio-économique et environnementale, d'articuler des initiatives de résilience communautaire aux enjeux de résilience urbaine et de rendre plus perméables les groupes et les individus peuplant Bruxelles : en particulier des tenants de la résilience à capital culturel élevé et des personnes en précarité qui sont les participants centraux à ce projet. Sans nier les conflictualités, il s'agit de réinclure les individus et les groupes précarisés dans la société, de rechercher de nouveaux modes de coopération, et de concilier une sécurité sociale forte et une solidarité 'peer to peer'.

Le projet se déroulera dans 3 sous-systèmes où seront implantés des « living labs » : la communauté subsaharienne liée au quartier Matonge à Ixelles, les quartiers Brabant et Gaucheret à Schaerbeek, et la communauté des membres du CLTB, le Community Land Trust de la RBC. Cette diversité de contexte permettra d'identifier les spécificités et/ou les récurrences sociologiques, socio-économiques, culturelles et spatiales qui impactent la mise en œuvre des méthodes et la nature des initiatives suscitées. Ces différents cadres d'expérimentation permettront d'évaluer la transférabilité et la résilience de la démarche.

Les principales questions de recherche de ce projet sont : - Comment favoriser le déploiement des compétences des citoyens au travers d'initiatives collectives ? - Quelle est la pertinence pratique, théorique et critique des méthodes utilisées en termes de résilience communautaire et urbaine ? - Selon quelles modalités la transférabilité à l'échelle urbaine (RBC) de ces initiatives porteuses de résilience communautaire est-elle assurée ? - Enfin, comment cette démarche peut-elle s'articuler aux politiques de redistribution et de solidarité sociale, les influencer et à quelles échelles ?

2016-COC-9 BRUSSEAU : Bruxelles Sensible à l'Eau

Consortium

Nom de l'organisation
EGEB (États Généraux de l'Eau à Bruxelles)
HYDR (Vakgroep Hydrologie en Waterbouwkunde, VUB)
LIEU (Laboratoire interdisciplinaire en études urbaines, ULB, Maison des Sciences humaines)
Centre de recherche HABITER, (Faculté d'architecture La Cambre-Horta, ULB)
Latitude, Platform for Urban Research and Design
ARKIPEL
EcoTechnic

Résumé du Projet:

BrusSEau, pour Bruxelles sensible à l'eau, se fonde sur un constat hydrologique et social : la récurrence et l'importance des inondations, sont essentiellement liées à la forte imperméabilisation des sols et au débordement du réseau d'égout unitaire lors des fortes pluies. Elles affectent en premier lieu les quartiers situés dans les fonds de vallées (comme à Forest dans la vallée de la Senne et à Jette dans la vallée du Molenbeek) en grande partie habités par des populations déjà précaires. Ces inondations sont essentiellement liées à la saturation, lors des événements orageux, du réseau d'égouts unitaires par les eaux de ruissellement. Fruit d'une histoire longue de 150 ans, tache aveugle du système hydro-technique, l'eau de pluie traitée comme un déchet, est gérée dans de larges infrastructures techniques ensevelies, gérées par un cercle restreint d'experts hyper-qualifiés : l'eau est un élément purement technique. Ces ouvrages n'offrent cependant aucune réponse aux causes du problème. Loin d'être résilient, le système hydrotechnique actuel et sa gestion constituent une impasse. Le fait que la gestion de l'eau ne tienne pas compte du territoire et que la gestion du territoire ne tienne que peu compte de l'eau de pluie ne permet pas à ce territoire d'être résilient face aux événements orageux de forte intensité, entre autre. Or ce système hydrologique trop fermé sur lui-même devra affronter les contraintes que sont l'imperméabilisation continue des sols, le réchauffement climatique avec ses risques d'épisodes orageux en augmentation et enfin, un accroissement de la densité de population liée à l'accroissement de la démographie.

Notre question principale est de cet ordre : comment faire, en matière de gestion de l'eau, d'un problème technique, confiné à un cercle restreint d'experts un problème politique (au sens de polis) impliquant un collectif élargi ? Notre hypothèse fondamentale est qu'il y a une relation d'interdépendance entre la décentralisation des technologies de l'eau et la décentralisation de la gestion de cette dernière. Or, il est possible de gérer l'eau sur bases de mesures, dites à la source, décentralisées sur le territoire de l'ensemble d'un bassin-versant, se fondant sur des technologies de basse intensité (low technology), appropriables par les habitants. Il s'agit, dès lors de se demander ce que requiert l'élaboration collective de nouvelles trajectoires pour les eaux de pluie, hors du réseau d'assainissement. Il faudra aussi se demander dans quelle mesure une telle approche apporte une plus-value par rapport aux solutions et modes de gestion conventionnels ? Et si d'aventure, ces mesures décentralisées gérées collectivement offrent des avantages, pourra-t-on les instituer ? Mais pour répondre à cela, il nous manque nombre de connaissances : les dispositifs décentralisés pour la prise en charge des eaux pluviales, adaptés aux spécificités (géomorphologique, hydrotechnique, politico-institutionnelle, socio-économique) des territoires, prenant en compte et tirant parti de l'expertise citoyenne sont inexistant à Bruxelles.

Pour tenter de répondre à ces questions, nous proposons, avec des habitants d'élaborer de tels dispositifs en co-crédant des Communautés hydrologiques (living labs), localisées en amont et en aval

d'un versant de la vallée de la Senne à Forest et de part et d'autre de la vallée du Molenbeek à Jette. Ces CH feront leurs expérimentations à partir de trois dispositifs socio-techniques aux designs participatifs :

- L'implantation dans l'espace public et privé d'outils de mesure des flux hydrologiques, leur appropriation par les habitants et par là, leur implication dans un diagnostic scientifique (WaterCitySens)

- Le développement de cycles d'ateliers dans des intérieurs d'îlots où habitants et étudiants en architecture penseront ensemble des dispositifs visant une gestion plus durables, en termes hydrologiques, des îlots urbains (îlots d'eau)

- La conception de Nouvelles Rivières Urbaines, partant d'ateliers de cartographie collaborative pour aboutir à des propositions valides et réalisables (NRU) en terme de gestion de l'eau à la source.

Ces dispositifs déjà peu courants isolément, et tout à fait inédits ensemble, permettront, grâce à la collaboration étroite entre les partenaires du projet et les habitants, de développer de nouvelles connaissances (hydrologique, historique, technique, etc.) fines et territorialisées, ainsi que de faire la démonstration de l'effectivités des dispositifs décentralisés et participatifs pour la gestion des eaux pluviales. Ce faisant, BrusSEau explorera le potentiel économique de ces dispositifs (valorisation des eaux pluviale, création de nouveaux emplois liés à leurs gestion) et éprouvera le système hydro-technique de la Région à pouvoir les accueillir ; favorisera la solidarité entre les habitants et soutiendra le développement des compétences et de l'expertise citoyenne. Mais aussi, BrusSeau encouragera l'émergence d'une nouvelle politique de l'eau plus durable, résiliente et participative et surtout plus sensible à l'eau.

2016-COC-11 REREB : Resilient Retail for Brussels

Consortium

Nom de l'organisation
Groupe One
IGEAT-ULB
Atrium.brussels

Résumé du Projet:

Le projet REREB est motivé par un besoin sociétal insatisfait, à savoir le manque de capacité des acteurs du commerce à s'adapter aux changements, crises et chocs, tout en assurant de manière durable la continuité de leur activité. Représentant à Bruxelles plus de 58.000 équivalents temps-plein (soit 10 % de l'emploi régional), le commerce est un vecteur d'insertion sociale des bruxellois, notamment peu qualifiés ou issus de l'immigration. A l'échelle des quartiers, le commerce contribue à un système de relations sociales de proximité et, de facto, à la qualité de vie urbaine. Agissant comme système d'approvisionnement (et de stockage) de proximité, les commerces se prémunissent des problèmes liés à une distribution trop centralisée ou trop périphérique de la ville (parcs commerciaux, shopping malls et centrales logistiques périphériques). Le commerce est aussi un secteur fragile, de par la courte durée de vie des entreprises, leur renouvellement constant (nombreuses faillites et créations) et la multitude de petites entreprises qui la composent. Le commerce est une fonction induite par les dynamiques territoriales et socioéconomiques, et est dès lors sujet à des reconfigurations induites tant par des facteurs endogènes qu'exogènes (commerce électronique, centres commerciaux, lockdown, ...). En anticipation d'une ville post-carbone où la mobilité est plus limitée et où les fonctions centralisées sont moins atteignables, le maintien de la fonction logistique et sociale de proximité assurée par le commerce apparaît comme un déterminant de la résilience des quartiers.

L'essentiel des recherches menées sur la fonction commerciale et les commerces dans la ville sont appliquées et portent un regard économique (études de marché) ou urbanistique sur son évolution. Mais les modes d'adaptation et de résilience des commerçants sont rarement étudiés en tant que tels. Face à cette lacune, le projet REREB vise à analyser et comprendre la résilience de la fonction commerciale bruxelloise. Les questions de recherche portent sur les facteurs de perturbation et de crise auxquels les commerces doivent faire face, les mécanismes d'action de ces perturbations ainsi que sur les facteurs de vulnérabilité et de résilience au sein de la fonction commerciale. La recherche-action contribuera également à la cocréation de solutions de résilience, en ce compris l'analyse du potentiel de transférabilité des innovations sociales produites.

En terme de cocréation, l'Atrium Lab, en activité depuis 2015, sera le Living Lab du projet. Avec les usagers, nous y confronterons les enjeux de résilience au métier de commerçant et aux cycles de vie des noyaux commerçants. Le Lab visera à quitter l'analyse macroscopique traditionnelle de l'activité commerciale pour s'intéresser aux conditions réelles d'exercice du commerçant et des relations avec les autres parties prenantes de l'écosystème commercial.

Trois types d'innovations seront pratiquées au sein du Lab en vue de produire des solutions répondant à des besoins fondamentaux de la fonction commerciale : 1) Innover par le prisme de la résilience du quartier commerçant ; 2) Innover par un dispositif de cocréation permettant d'établir le contact avec des commerçants et des usagers, rarement pris en considération, et de les mettre en réseau ; 3) Innover par le prototypage, la mise en œuvre et la modélisation de solutions.

Le projet REREB entend avoir plusieurs types d'impacts sociétaux. A l'échelle du secteur, il s'agira d'apporter des réponses nouvelles aux difficultés du commerce et améliorer la capacité des commerçants à s'adapter de manière autonome aux facteurs de perturbation. A l'échelle des quartiers commerçants, le projet contribuera à la restauration et l'amélioration des rapports

économiques et sociaux. A l'échelle de la ville, la réplication des innovations sera optimisée par la proposition de solutions viables et accessibles pour tous les acteurs qui en auront l'usage.

2016-COC-14 POTA : Les projets d'occupations temporaires autogérées comme une des solutions pragmatiques à la crise du logement en région bruxelloise

Consortium

Nom de l'organisation
Fédération Bruxelloise de l'Union pour le Logement (FéBul)
Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH)
Woeningen 123 Logements asbl

Résumé du Projet:

Les préoccupations croissantes de nombreuses autorités locales quant à l'impact de la crise sur la pénurie de logements ont stimulé le débat sur de nouvelles solutions pour couvrir ce besoin humain essentiel. Devant l'ampleur de la crise du logement et constatant qu'il y a des milliers de mètres carrés de bâtiments et logements vides en Région Bruxelloise, les occupations temporaires sont apparues au fil du temps comme une alternative possible et nécessaire participant de la nécessité d'une approche pragmatique et humanitaire. Ces initiatives proposent aujourd'hui de nouveaux modes d'organisation, inventent de nouvelles manières d'habiter et de s'organiser, mais manquent encore d'outils qui permettraient de fédérer la diversité des actions. Cette étude contribue au débat en abordant une question trop rarement étudiée, à savoir : les possibilités de renforcer et d'intégrer des organisations alternatives de la société civile qui proposent des solutions de logement socialement innovantes via la réutilisation de bâtiments abandonnés, à travers de nouveaux modes de gouvernance, politiques du logement et systèmes d'aménagement urbain participatifs. Le thème de la mise à disposition de logements alternatifs par des organisations de citoyens informelles a déjà été abordé, mais l'on a trop peu évoqué l'éventualité qu'ils puissent servir de laboratoire expérimental pour tester de nouveaux instruments de rénovation urbaine et de nouvelles politiques du logement. Cette proposition de recherche-action vise à aborder ces aspects à la fois sur le plan théorique et opérationnel.

Par ce projet, nous entendons participer à la résilience dans le domaine de l'accès au logement en Région Bruxelles Capitale, en nous intéressant à l'émergence des occupations temporaires, en les soutenant et en proposant des innovations afin de fédérer ces initiatives citoyennes qui participent à la lutte pour le droit au logement, inventent de nouvelles manières d'habiter et de vivre ensemble, développent des alternatives en terme d'organisation économique et sociale

Notre proposition d'innovation vise donc à renforcer cet outil alternatif et innovant que constituent les projets précaires d'occupations temporaires en :

- 1) mettant en commun les acteurs du réseau liés à la problématique (bénéficiaires, propriétaires, chercheurs, partenaires institutionnels), à travers un espace d'échange inclusif, citoyen et participatif
- 2) réalisant une boîte à outils sur les projets d'occupations à destination d'acteurs variés (associatifs, citoyens, institutionnels, propriétaires...).
- 3) dégageant des pistes réalistes et concrètes pour assurer la viabilité économique des projets d'occupations, permettre à ces projets d'avoir un équilibre financier et offrir un réel tremplin social aux acteurs concernés par les projets d'occupations temporaires.

Le projet, à travers une méthodologie participative, permettra un partage et un échange de pratiques entre les utilisateurs et leurs différentes initiatives et autres acteurs du terrain, afin de créer des ponts et de rechercher collectivement une durabilité cohérente à l'ensemble des propositions innovantes en terme de droit au logement en Région bruxelloise par l'occupation de bâtiments non-utilisés.

L'articulation entre recherche et action citoyenne permettra d'offrir les conditions pour qu'existent des processus de réflexion, d'auto-formation, de co-creation et d'action sociale participatifs et égalitaires.